Crises et résistances dans l'empire états-unien

mardi 10 juin 2008, par BEAUDET Pierre (Date de rédaction antérieure : 9 juin 2008).

La victoire inattendue de Barak Obama lors des primaires démocrates aux États-Unis reflète l'intensité des crises et des résistances qui traversent un empire désemparé, écartelé entre mille priorités, aux prises avec de vieux et de nouveaux démons.

« Change »

Obama a réussi à déclasser la candidate de l'*establishment* Hillary Clinton avec son charisme, mais surtout par la force de ses deux messages imbriqués l'un dans l'autre. D'une part, le désir du changement (*Change*), martelé d'un bout à l'autre de sa campagne, et destiné à dénigrer les clans qui dominent l'e*stablishment* washingtonien et surtout à dire implicitement qu'il faut se désengager du bourbier irakien. D'autre part, l'aspiration à « réinventer » le peuple américain au-delà des clivages racistes qui le fracturent depuis toujours. *« Nous sommes UN peuple. Nous sommes UNE nation »* a répété le sénateur de l'Illinois. C'est sur ces bases qu'Obama a rallié l'électorat jeune, notamment parmi les classes moyennes et éduquées, ainsi que les populations africaines-américaines, qui ont participé à l'élection démocrate d'une manière inédite. Comme cela a été noté par plusieurs commentateurs, cette « vague » a balayé le paysage politique bien que sur la fin de la campagne, Clinton a su rallier des secteurs plus traditionnels (principalement blancs) et la majorité des femmes.

Prochaine étape

Maintenant que cette étape est franchie, tous les yeux sont rivés sur la véritable campagne qui s'amorce pour la présidence. Chose certaine, Obama aura devant lui un redoutable adversaire, en partie parce que le candidat républicain va bénéficier de l'appui de la formidable « machine ». Mais aussi sans nul doute, parce que le sénateur John McCain est ancré sur le complexe industrialo-militaire et énergétique dont l'importance est fondamentale sur l'échiquier des dominants. Et ceci, sans compter le fait que la droite républicaine s'est construite, depuis des années, une immense base sociale populaire, une « société civile de droite », organisée autour des puissants réseaux chrétiens intégristes. Par contre, la partie n'est pas jouée. D'autant plus qu'Obama est devenu très populaire à Wall Street, où une faction croissante de ces dominants s'inquiète de la gestion actuelle par l'administration Bush qui mène le pays à la ruine.

Fractures

De plus en plus, l'establishment états-unien est divisé devant l'impasse actuelle. Personne n'est contre la perpétuation, par tous les moyens imaginables, de l'hégémonie états-unienne (le projet du « New American Century »), mais on ne s'entend plus sur la manière d'assurer ce projet. Pour les uns, il n'y a d'autre choix que de continuer dans la voie de la « guerre sans fin » et de la restructuration de la société états-unienne sur une base répressive et militarisée. Au-delà des « délires » (notamment des milieux chrétiens intégristes) qui s'expriment dans cette position, les

dominants savent que l'empire est sur la brèche, pas seulement (et pas tellement) à cause des insurrections irakiennes, afghanes, palestiniennes, mais par l'opposition croissante des « gros joueurs » comme l'Union européenne et la Chine, sans compter les « nouveaux pays émergents » comme le Brésil, l'Inde, la Russie.

Risques

Il apparaît « rationnel » de confronter cette montée de l'opposition sur le seul terrain où les États-Unis continuent de dominer totalement, soit sur le terrain militaire. Les guerres actuelles dans ce contexte visent non seulement à consolider l'occupation du Moyen-Orient, mais aussi à menacer et à déstabiliser les compétiteurs chinois et européens. Mais cette vision n'a jamais totalement dominé aux États-Unis et aujourd'hui, la « guerre sans fin » devient une entreprise à haut risque. Obama et d'autres proposent un changement, pas tellement sur le fond mais sur la forme.

Relooker le néolibéralisme militarisé

Obama s'est récemment fait remarqué pour ses interventions en matière de politique étrangère dans lequel il reprend, à peu de choses près, le discours de la guerre sans fin. Certains diront que c'est pour amadouer le redoutable lobby pro-Israël ou pour se gagner les voix des classes populaires affectées par le discours haineux et agressif dont les médias les abreuvent depuis des années. Mais ce n'est pas pour cela fondamentalement qu'Obama promet de maintenir la ligne dure contre les Palestiniens et les Iraniens. Il ne s'agit pas dans son esprit de marquer une rupture avec l'objectif de sécuriser le cœur énergétique du monde au profit des États-Unis, mais bien de rendre l'intervention « plus efficace ».

Restructurer la guerre

Déjà d'ailleurs, le Pentagone est en train de préparer le déploiement en Irak, en sécurisant des bases militaires ultra sophistiquées établies à très long terme. Et d'autre part, en « irakisant » ou en « afghanisant » la guerre grâce à des forces locales et de plus en plus mercenaires. Ainsi le contingent américain « officiel » (moins de 150 000 militaires) compte en fait sur le double de ses propres effectifs grâce à l'*input* des mercenaires privés qui proviennent de tous le pays et qui seraient en Irak plus de 100 000. Cette « privatisation » de la guerre a l'avantage de diminuer le profil des États-Unis tout en perpétuant l'occupation. Obama pourrait continuer dans cette voie tracée par le nouveau commandant en chef des forces armées, David Petraeus. Il s'efforcerait parallèlement de concéder un peu aux « alliés-compétiteurs » européens, voire aux Chinois et aux Russes, du moins pour leur permettre de sauver la face. Sur le fond par contre, il ne pourra être vraiment question de remettre en place le système multilatéral en place avant l'effondrement de l'Union soviétique.

Refaire un consensus intérieur mais comment ?

Obama devra pour vaincre McCain accomplir une mission impossible. Ceux et celles qui ont voté pour lui lors des primaires démocrates disent, *« nous voulons un vrai changement »*. Non seulement la guerre en Irak doit cesser, mais de nouvelles politiques doivent être mises en place pour reconstruire une société disloquée. Parmi les Africains-Américains, le rejet de Bush atteint des sommets inégalés, moins à cause de Bagdad qu'à cause de New Orleans où se poursuit depuis la catastrophe de 2005 une gigantesque opération de « purification » raciale et sociale. Le nombre de personnes sans emploi et de plus en plus (dans le sillon de la crise des « subprimes ») sans domicile atteint des sommets inégalés. Près de cinquante millions d'Américains n'ont pas d'assurance-santé. Dans les écoles, à part l'ultra petite minorité qui se dirige vers les collèges et universités de l'élite, la situation est dévastatrice, surtout quand on la compare à ce qui prévaut en Europe, au Canada, au

Japon.

Mission impossible

Mais comment changer cela ? Il faudrait en fait rompre avec les politiques qui dominent depuis les années 1980 et qui consistent, en gros, à servir les besoins des dominants, et réinvestir, massivement, dans les infrastructures sociales, éducatives, l'emploi, etc. Obama ne parle pas de cela car il sait qu'il n'y a pas moyen de convaincre une partie des dominants, comme l'avaient fait en son temps Roosevelt et Keynes, qu'il faut faire des concessions aux classes populaires pour sauver le capitalisme. Car aujourd'hui pour Obama mais aussi pour les « nouveaux » et « réformistes » politiciens dans le genre, le néolibéralisme triomphant n'ouvre pas d'espace.

Le cycle de l'accumulation

Pourquoi ? Ce n'est pas parce que les dominants en question sont « méchants » et détestent les pauvres. Mais c'est parce que le processus d'accumulation actuel, qui consiste à élargir le capitalisme sauvage à l'échelle mondiale, n'a plus « besoin » des dominés dans les pays riches, du moins pas comme avant. Les patrons de General Motors le savent, le disent et le font. Les ouvriers de Détroit sont une « race en voie d'extinction », parce que pour enrichir ses actionnaires, GM peut et doit aller ailleurs. Les classes populaires et moyennes sont condamnés à un rapide déclin social et économique, à moins que …

Nouvelles résistances

Au-delà des péripéties électorales actuelles, les dominés ne subissent cependant pas cette restructuration les bras croisés. En mai 2006, plusieurs centaines de milliers d'immigrants « légaux » et « illégaux » sont sortis en grève dans les grandes villes états-uniennes. C'est la faction du prolétariat qui se trouve au cœur de la restructuration. Son apprentissage vers l'organisation et la résistance commence à prendre son vol. D'autre part, le mouvement contre la guerre, surtout porté par les classes moyennes et éduquées blanches, n'est pas prêt de capituler non plus et déjà, de sérieux avertissements sont lancés vers Obama. Si jamais la campagne présidentielle d'Obama ne s'enlise davantage, si jamais le brillant sénateur essaie de banaliser ce qu'il a porté comme drapeau (« change »), il court un grand risque de perdre ses appuis qui viennent des secteurs populaires sans nécessairement être apte à gagner davantage du côté des dominants.

Le dilemme des dominés

Les cyniques et les intellectuels bien pensants diront alors que le mouvement social aura fait élire McCain ! C'est de plus en plus l'« option » qu'on offre aux dominés : le pire et le très pire … Mais en réalité du côté des dominés, y en a marre ! Plus question d'appuyer Obama contre Bush, Ségolène contre Sarko ou Prodi contre Berlusconi, si c'est pour cautionner un néolibéralisme à (petite) touche humaine. Il s'agit d'un sérieux dilemme car les projets de l'ultra droite au pouvoir sont réellement très menaçants. Quelles sont les conditions donc qui permettraient aux dominés d'influer sur le jeu politique ? Comment faire obstacle à la fraction terroriste (le mot n'est pas trop fort) des dominants ? Comment construire un projet qui rompe avec le néolibéralisme armé sans être instrumentalisé par le social libéralisme qui va faire la même politique mais « autrement » ? Comment ériger un vaste front de la résistance qui soit plus que symbolique ? Comment élaborer un système d'alliances qui permette au mouvement social de réellement s'affirmer sans perdre de vue la nécessité d'éviter le (très) pire ?